

[Texte]

The Chairman: Mr. Johnston.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I have just two points. I wonder whether the first move of a boundary commission should not be to publish a map of the existing seats of a province and ask for comments from the public. I realize this would prolong the situation, but sometimes it seems to me it would give the public thinking about it a better base from which to start than to rather abruptly, as far as the public is concerned, publish a new proposal as such. I do not know whether that is a practical suggestion, but it is one that has occurred to me after having watched the 1965 Commission established and then to have sat and presented a brief to the 1973 Commission.

Mr. Castonguay: On your first point, this is not a novel idea. The Redistribution Commission in the Province of British Columbia was established in 1965, Dr. Angus was the Chairman, Fred Hurley and Ken Morton were the other two members of the Commission. They travelled across the whole province, had public sittings, advertised and asked people what they would like. I spoke to Dr. Angus after that as they had asked me to come and just talk to them, the Commission. They said it was an exercise in futility because most of the comments they received from the people were, leave us alone, we are fine.

Mr. Johnston: That might not have been a bad thing.

Mr. Castonguay: We have had one example of that in the Canadian picture. The Province of British Columbia tried it and it was not of any assistance whatever, because what assistance is it for everybody to come to a public hearing and say, leave us alone, we are fine the way we are.

Mr. Johnston: It seems to me this must predate 1965 really because that...

Mr. Castonguay: This was in 1965.

Mr. Johnston: Was Roderick Haig-Brown on the Commission?

Mr. Castonguay: I am speaking of the provincial Commission now. This was the provincial Commission established by the provincial government.

Mr. Johnston: Oh I see.

Mr. Castonguay: Dr. Angus was Chairman, Fred Hurley and Ken Morton were the other two members of the Commission.

Mr. Johnston: Yes, that was the provincial Commission, I am sorry.

Mr. Castonguay: They first started by touring the province, having public sittings and inviting people to say what they wanted. Everything they heard was, leave us alone, that was it. If Dr. Angus is still alive you can check with him, but that is the information they gave him.

Mr. Johnston: The other question I have arises from that. In spite of what you said earlier, Mr. Castonguay, it

[Interprétation]

Le président: Monsieur Johnston.

M. Johnston: Monsieur le président, je n'ai que deux commentaires à faire. Je me demande si une condition sur les limites électorales ne devrait pas tout d'abord publier une carte de sièges existant dans une province donnée afin de recueillir les commentaires de la population. Je sais que cela retarderait considérablement le procédé mais il me semble que cela serait préférable puisque le public aurait l'occasion de se prononcer à ce sujet. Je ne sais pas s'il s'agit-là d'une suggestion pratique, mais cela m'est venu après avoir assisté au débat de la Commission établie en 1965 et après avoir participé et présenté un rapport à la Commission établie en 1973.

M. Castonguay: Il ne s'agit pas là d'une suggestion nouvelle. On a mis sur pied la Commission de la redistribution en Colombie-Britannique en 1965. Le docteur Angus en était le président, les deux autres membres de cette Commission étant Fred Hurley et Ken Morton. Ils ont voyagé à travers la province, ont tenu des séances publiques, ont publié des avis dans les journaux et ont demandé au public de leur faire part de leurs commentaires. J'ai parlé au docteur Angus à la suite de cette expérience puisque la Commission m'avait demandé de leur adresser la parole. Les membres de la Commission m'ont expliqué qu'ils avaient perdu leur temps puisque le public les avait priés de bien vouloir leur laisser la paix.

M. Johnston: Ce n'était peut-être pas si mauvais.

M. Castonguay: Nous avons eu une expérience semblable à l'échelle nationale. La Colombie-Britannique a tenté l'expérience et cela n'a rien apporté puisqu'il n'y a rien à gagner lorsque le public répond, en masse que tout ce qu'ils veulent c'est la paix.

M. Johnston: Il me semble que cela a dû se passer avant 1965 parce que...

M. Castonguay: Cela s'est passé en 1965.

M. Johnston: Est-ce que M. Roderick Haig-Brown a fait partie de la Commission?

M. Castonguay: Je parle maintenant de la Commission provinciale mise sur pied par le gouvernement provincial.

M. Johnston: Ah, je vois.

M. Castonguay: Le docteur Angus était le président de la Commission, Fred Hurley et Ken Morton faisaient aussi partie de la Commission.

M. Johnston: Oui, il s'agit de la Commission provinciale. Je m'excuse.

M. Castonguay: Tout d'abord, ils ont voyagé à travers la province, ils ont tenu des séances publiques et ils ont invité le public à se prononcer à ce sujet. Tout ce qu'ils avaient à dire, c'était de bien vouloir les laisser en paix. Je ne sais pas si le docteur Angus est encore en vie, mais c'est exactement ce que le public lui a répondu.

M. Johnston: J'ai une autre question à ce sujet. En dépit de ce que vous avez dit plus tôt, monsieur Castonguay,